



SUD RENAULT Cléon

RUE DE TOURVILLE

BP 104

76 410 CLÉON

☎ : 01.76.86.69.76

01.76.86.83.74

01.76.86.13.78

✉ : sud.cleon@renault.com ☎ 01.76.86.13.45



Le 13 sept 2016 Tract n° 12

Bientôt les Elections au conseil d'administration du Groupe

Renault – 3/6 octobre 2016

Qui vote ? => Les 46 260 salariés du groupe Renault, soient 30 953 salariés de Renault sas + 15 307 salariés des filiales situées en France (DIAC, MCA, RRG, SOVAB...)

Comment voter ? => Vote électronique (ou par correspondance exceptionnellement)

Qui élirons-nous ? => Les 3 administrateurs représentant les salariés (1 cadre et 2 non cadres) qui siègeront durant 4 ans au conseil d'administration du groupe Renault (actuellement : 1 FO, 1 CFE/CGC, 1 CGT).

SUD remercie toutes les personnes qui nous ont permis, grâce à leur parrainage, de présenter des candidats dans le collège cadre et non cadre.

SUD présentera des candidats sur les listes intitulées USSGR (Union Syndicale SUD du Groupe Renault).

TA LOI, ON N'EN VEUT PAS!

La loi travail a été **promulguée** par François Hollande et publiée au journal officiel le 9 août, après 3 recours à l'article 49-3 et **malgré l'opposition de la majorité des salariés du pays**. Le gouvernement prépare maintenant ses décrets d'application. De nombreux syndicats réclament son abrogation, car **cette loi est**

mauvaise pour les salariés. Pour SUD, tout doit être retiré.



STOP → A L'assouplissement du licenciement économique → Une médecine du travail au rabais → Pour les jeunes, le droit à l'avenir remis en cause → Les accords de développement et de maintien de l'emploi.

NON AU 49.3. NON A UNE LOI FAITE POUR LES PUISSANTS. Salariés Renault, Intérimaires, OUI à la grève le 15 /9/2016 toutes et tous A 10H30 Cours Clemenceau à ROUEN.

SOUTENEZ NOS ACTIONS REJOIGNEZ SUD RENAULT * Vos représentants :

Dris Oulachir 01.76.86.83.74 / Claude Avella 01.76.86.69.76 / Christine Taffin 01.76.86.13.78

MAINTENANT IL FAUT CHOISIR !

Lu dans le tract de juillet d'une organisation syndicale catégorielle:

« La perte d'emplois industriels français n'est pas due à l'automatisation et à la robotisation mais à l'inverse au manque de compétitivité de nos entreprises ».



Non vous ne rêvez pas, ce n'est pas une plaquette d'information du Medef ni un tract politique de tendance libérale. Ceux qui vont vous expliquer très sérieusement qu'en travaillant plus et plus longtemps on créera des emplois.

Ce « syndicat » semble ne pas vraiment réaliser que depuis des années notre site produit plus d'organes avec de moins en moins de salariés (CDI + intérimaires confondus). C'est l'essence même de la politique d'augmentation de la marge opérationnelle prônée par nos chers dirigeants année après année et relayée par leurs courroies de transmission.

Réduire les coûts, augmenter les profits, la robotisation, l'automatisation, l'informatisation sont au cœur de cette logique de compétitivité. D'où la logique des travaux LEAN dont on fait la promotion dans ce tract.

La vérité c'est que l'avènement des machines se fait au détriment de l'emploi humain : les robots remplacent les humains sur les tâches manuelles, les algorithmes sur les tâches intellectuelles. Ainsi, ce sont 3 millions d'emplois touchant tout autant les classes moyennes, les emplois d'encadrement et les professions libérales que les métiers manuels qui pourraient avoir disparu d'ici à 2025 en France, selon une étude.

(<http://www.lemonde.fr/emploi/article/2015/12/16/emploi-et-robotisation-progres-ou-proletarisation-un-choix-politiq>)

En 2013, deux chercheurs de la Oxford Martin School avaient fait sensation en estimant que « 47 % du total des emplois aux Etats-Unis " présentaient de grands risques de devenir automatisables, « peut-être à une échéance d'une décennie ou deux ". Près d'un emploi sur deux menacés par les progrès de la robotique et de l'intelligence artificielle dans la plus grande économie du monde.

Et même pour les experts de l'OCDE, réputés en phase avec l'orthodoxie néo libérale, le pourcentage des emplois automatisables serait de « seulement " 9 % en moyenne dans les 21 pays de l'OCDE.

L'étude révèle aussi des disparités entre les emplois : le risque d'automatisation atteint 40 % pour les travailleurs les moins instruits (niveau inférieur au second cycle du secondaire, c'est à dire niveau troisième en France), il est inférieur à 5 % pour les diplômés de l'université. L'OCDE note également des disparités entre pays : à peine 6 % des emplois sont automatisables en Finlande, Estonie ou Corée, contre 12 % en Autriche, Allemagne et Espagne. Quant à la France, elle se situe dans la moyenne (9 %).

A la seule échelle de la France, l'automatisation de 9 % des emplois signifierait ainsi quelque 2 millions de chômeurs supplémentaires.

Ce phénomène s'inscrit dans un contexte de polarisation du marché du travail, où le fossé se creuse entre « les travailleurs coincés dans des emplois peu qualifiés et mal rémunérés » et ceux bénéficiant d'emplois « assurant une rémunération et un bien-être suffisants. » Au-delà de la robotisation, la « Synthèse sur l'avenir du travail " de l'OCDE, met aussi en avant les bouleversements annoncés par l'essor des plates-formes de travail à la demande (Uber, TaskRabbit, Youpjob...), qui peuvent contribuer à aggraver la précarité.

Alors compétitivité peut-être, mais pas à n'importe quel prix !

Cout du travail ou cout du capital ?

Suppression de postes ou baisse des dividendes ?

Salariés ou actionnaires ?



SOUTENEZ NOS ACTIONS ADHERER ET REJOIGNEZ SUD RENAULT

 : sud.cleon@renault.com  01.76.86.13.45  01.76.86.13.78